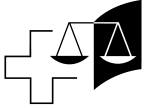


Bundesgericht

Tribunal fédéral

Tribunale federale

Tribunal federal



CH-1000 Lausanne 14

Dossier n° 11.5.2/18_2019

Lausanne, le 29 mai 2019

Communiqué de presse du Tribunal fédéral

Arrêt du 13 mai 2019 (1C_447/2018)

« Portrait d'Isabelle d'Este » : condition d'une remise à l'Italie, dans le cadre d'une demande d'entraide judiciaire, non réalisée

Il ne peut être accédé à la demande d'entraide judiciaire portant sur la remise de la toile « Portrait d'Isabelle d'Este », en vue de confiscation, au motif que l'exportation de l'œuvre par sa propriétaire légitime, sanctionnée par la justice italienne, ne serait pas punissable en Suisse au regard du droit international et des engagements intergouvernementaux convenus avec l'Italie. Le Tribunal fédéral admet un recours dirigé contre le jugement du Tribunal pénal fédéral.

En 2015, dans le cadre d'une procédure pénale en cours, le Ministère public du Tribunal de Pesaro (Italie) a adressé à la Suisse une demande d'entraide judiciaire portant sur la saisie du tableau « Isabelle d'Este », datant du XVI^e siècle, et qui pourrait être l'œuvre de Léonard de Vinci. Par la suite, en février 2015, le tableau a été séquestré, dans un coffre-fort à Lugano, par la police cantonale du Tessin. En 2017, le Tribunal de Pesaro a condamné la propriétaire légitime de l'œuvre, locataire du coffre-fort, à une peine privative de liberté d'un an et deux mois, pour avoir exporté la toile vers la Suisse, sans bénéficier de l'autorisation requise par la loi italienne. Le séquestre de l'œuvre a par ailleurs été ordonné. Deux co-prévenus ont également été condamnés. Le jugement italien est devenu définitif et exécutoire à la fin du mois de janvier 2018. Sur la base d'une demande complémentaire du Ministère public du Tribunal de Pesaro, le Ministère public du canton du Tessin a ordonné, le 30 mars 2018, la remise du tableau à l'Italie.

En septembre dernier, le Tribunal pénal fédéral a rejeté le recours formé contre cette décision par la propriétaire légitime.

Le Tribunal fédéral admet le recours de cette dernière et casse la décision du Tribunal pénal fédéral. La cause lui est renvoyée pour qu'il rejette la demande d'entraide judiciaire internationale et lève le séquestre frappant le tableau. Selon les règles internationales et nationales en matière d'entraide pénale internationale, la mise en œuvre de cette assistance suppose que les faits de la demande d'entraide soient également punissables en Suisse (« double incrimination »). Cette condition n'est en l'occurrence pas réalisée, les dispositions de la Convention de l'UNESCO concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites de biens culturels n'étant pas directement applicables. Quant à l'Accord entre le Conseil fédéral et le Gouvernement de la République italienne concernant l'importation et le retour de biens culturels, il n'englobe pas une telle œuvre picturale. En Suisse, la punissabilité est examinée en fonction de la loi fédérale sur le transfert international de biens culturels (LTBC), adoptée en conformité avec la Convention de l'UNESCO de 2003. Selon la LTBC, l'exportation illégale d'un bien culturel n'est réprimée que pour autant que l'objet en question soit inscrit à l'inventaire fédéral, respectivement et dans le cas particulier, dans un inventaire italien correspondant. Ce qui n'est pas le cas. En ce qui concerne la punissabilité de l'importation illégale d'un objet culturel, la LTBC présuppose que cette opération enfreigne un accord intergouvernemental, ce qui n'est ici pas le cas non plus. Le droit interne italien n'est pas déterminant ; sous réserve d'accords internationaux contraires, aucun Etat n'est tenu d'appliquer le droit public étranger à l'intérieur de ses frontières.

Contact : Peter Josi, Chargé des médias
Tél. +41 (0)21 318 91 53; Fax +41 (0)21 323 37 00
Courriel : presse@bger.ch

Remarque : Le communiqué de presse sert à l'information du public et des médias. Les expressions utilisées peuvent différer du libellé de l'arrêt. Pour la jurisprudence, seule la version écrite de l'arrêt fait foi.

L'arrêt est accessible à partir du 29 mai 2019 à 13:00 heures sur www.tribunal-federal.ch :
Jurisprudence > Jurisprudence (gratuit) > Autres arrêts dès 2000 > entrer 1C_447/2018.